

Le Journal

#515

Novembre 2024

CARITAS Genève

3 Théma
Des juristes
au front pour le
bien commun

8 Solidarité
Soutenez les situations
urgentes du Service
de l'Action sociale de Caritas

11 Agenda
Les rendez-vous à ne pas
manquer

Impressum
 Rédactrice responsable
 Sophie Buchs
 Rédaction
 Mario Togni
 Sévane Haroutunian
 Publicité
 Roseline Lörtscher
 Graphisme
 Giganto.ch
 Impression
 Atar Roto Presse SA
 Tirage
 15'200 exemplaires
 Fondé en 1954
 par Mgr Paul Bouvier
 Prix de l'abonnement 12.-
 Périodicité : 2 fois/an
 Envois non distribués
 à retourner à :
 Caritas Genève
 Case postale 75
 1211 Genève 4

Edito



Sophie Buchs
 Directrice de Caritas Genève

Un soutien essentiel pour prévenir la précarité

Chères lectrices, chers lecteurs,

Être confronté au système judiciaire ou à une administration rendant une décision qui aura un impact important sur notre vie est souvent difficile et stressant. En général, nous apprécions être dans une position « de force » : avoir des connaissances approfondies sur la démarche ou le sujet, avoir le soutien d'un proche « qui s'y connaît » ou savoir comment faire recours en cas de besoin.

Beaucoup de personnes n'ont pas la possibilité d'être dans cette position de confiance. Certaines ne maîtrisent pas complètement le français administratif, d'autres n'ont pas les moyens financiers d'être représentées, la plupart n'ont jamais été confrontées à une telle situation et se sentent naturellement seules et perdues. La complexité de la démarche met au défi même les experts du domaine. Quant aux personnes sans statut, elles ne peuvent tout bonnement pas accéder à la justice. On se souvient d'un cas récent où une femme a été poursuivie

concernant son statut après avoir porté plainte pour des violences conjugales.

Accéder à la justice, comprendre une décision juridique ou administrative, bénéficier d'une écoute, d'un accompagnement adéquat ou encore de l'expertise d'un juriste gratuitement, voici la réponse essentielle et nécessaire qu'apportent nos juristes aux personnes qui s'adressent à Caritas Genève.

La précarité ne peut jamais être résumée à un facteur ou à un mécanisme. Elle est souvent le résultat d'accumulations. Soutenir une personne dans une démarche juridique, par exemple en lien avec son permis de séjour, ou l'aider à faire un recours contre une décision de non-octroi d'une aide financière est primordial au vu de l'immense impact qu'ont ces décisions sur la situation de celle-ci et la suite de sa vie.

À Caritas Genève, avec nos moyens limités, nous tenons à continuer à offrir une expertise juridique large et un soutien empathique aux personnes qui s'adressent à nous. Parce que nous savons combien cela est important.

Alors comme toujours, au nom des personnes que nous avons pu aider dans la mesure de nos possibilités : merci à vous, notre communauté, pour votre soutien fidèle. Et merci à nos collègues du Service juridique pour leur travail quotidien.

VOTRE DON EST IMPORTANT



Retrouvez nos actualités sur :



Margot Star Tours sa

Margot Star Tours SA
 Location de minibus 9 à 16 places
 Tél. +41 22 300 33 33 Fax +41 22 300 33 38
 e-mail : info@minibus-geneve.ch
 www.minibus-geneve.ch

montefusco & fils sa

Parquets
 Revêtements de sols
 Nettoyages

Boulevard d'Yvoy 1A - 1205 Genève
 Tél. 022 320 44 44 - Fax 022 321 22 02

Julien 076 358 89 93
 Antonio 079 624 34 05

info@entreprisemontefusco.ch
 www.entreprisemontefusco.ch

B

BORGA TOITURES SA
 • DEPUIS 1966 •

**ÉTANCHÉITÉ - COUVERTURE
 FERBLANTERIE**

info@borga.ch • www.borga.ch

BOSSON+RAPO SA
 Installation de chauffages
 Révision de citernes
 www.bossonrapo.ch

Votre confort, notre métier

- Dépannages 24h sur 24h
- Installations et révisions de citernes
- Soins thermique
- Installations thermiques toutes énergies
- Surveillances de chaudières
- Bilans énergétiques
- Pompes à chaleur Géothermie - Aérithermie
- Demandes d'autorisation

Bosson+Rapo SA
 Ch. de la Marbrerie 6
 CH - 1227 Carouge
 Tél: 022.343.88.91
 Mail: info@bossonrapo.ch

ALFIO CESCO
 Faïence • Carrelage • Mosaïque • Marbre

Alfio Cescon

Tél. 022 823 21 45
 Fax 022 823 21 46
 Mobile 079 206 67 71
 alfio.cescon@bluewin.ch

Route des Jeunes 6
 1212 Grand-Lancy

FAIT SELON VOS DERNIÈRES VOLONTÉS
 en évitant des soucis à vos proches
 avec le contrat de
PRÉVOYANCE FUNÉRAIRE

MURITH
 PERMANENCE TÉLÉPHONIQUE 24/24 H.
 89.BLD DE LA CLUSE-GENEVE
 Tél. 022 809 56 00

Des juristes au front pour le bien commun

Chaque semaine, le Service juridique de Caritas Genève dégage les armes du droit pour conseiller, défendre et accompagner de nombreuses personnes en difficulté.

Textes Mario Togni



C'est un lundi matin ordinaire au secrétariat de Caritas Genève. Les réceptionnistes sont occupées à fixer les rendez-vous pour les permanences sociales et juridiques. Il n'est pas encore 10h et, comme très souvent, toutes les plages de consultations sont déjà réservées pour la semaine. Le répondeur automatique est enclenché : les suivant-es devront retenter leur chance lundi prochain, ou s'adresser à une autre organisation...

Tous les lundis, une quinzaine de rendez-vous en moyenne sont fixés pour la permanence juridique géné-

la personne. Pour d'autres, un dossier est ouvert avec un suivi qui, dans certains cas, se poursuivra durant des années.

Expliquer la loi et son application

Réunis en colloque hebdomadaire, les juristes passent en revue quelques situations délicates, comme celle d'un jeune homme qui a perdu une partie de sa bourse d'études et espère encore changer la donne. L'équipe décortique l'arrêt de la Chambre des assurances sociales et analyse les calculs de revenus effectués par l'administration. « C'est très complexe, même avec un bagage juridique ! », s'exclame Steve Tibila, avocat chez Caritas Genève.

Le cas de figure est courant. La langue des administrations et des tribunaux est peu accessible au commun des mortels, c'est le moins qu'on puisse dire. Blaise Urben, civiliste au Service juridique, propose une image : « C'est un peu comme si vous avez un problème au genou et que le médecin vous envoie une radio sans la moindre explication ! » Une part importante du travail consiste donc à expliquer la loi et son application.

Dans les autres dossiers de la semaine, la juriste Maya Belhadj expose un cas inédit. Une jeune femme étrangère, installée à Genève et au bénéfice d'un permis de séjour pour étudiante, a découvert que l'école privée dans laquelle elle était inscrite... n'existait pas ! Une arnaque sur internet aux lourdes conséquences : son permis de séjour a été annulé, retour au pays à la clé. L'issue n'est toutefois pas définitive. Une nouvelle opportunité d'études à Genève pourrait lui permettre de rester. « Nous avons bon espoir qu'elle puisse poursuivre ses études en Suisse au bénéfice d'un nouveau permis », note la juriste.

Dans les méandres de l'asile

Changement de décor, autre séance hebdomadaire. Nous voici avec le Pôle asile du Service juridique de Caritas Genève, qui fonctionne différemment mais partage le même engagement.

Depuis 2019, l'association est mandatée par la Confédération comme Bureau de conseil juridique (BCJ) pour les requérant-es d'asile en procédure étendue attribuées au canton de Genève. Un mandat qui a progressivement transformé le service puisque le domaine de l'asile occupe actuellement six juristes (dont deux renforts ponctuels), contre une seule il y a cinq ans.

« Le nombre de demandes d'asile est à un niveau très élevé et les procédures ont tendance à s'allonger », explique Catalina Mendoza, qui coordonne le pôle. Sur mandat du Secrétariat d'État aux migrations (SEM), Caritas Genève assure la représentation juridique des requérant-es d'asile, notamment en les accompagnant lors d'auditions complémentaires sur les motifs d'asile.

“Au-delà du travail purement juridique, il y a une part importante d'écoute et de soutien”

Catalina Mendoza

Responsable du Service juridique
chez Caritas Genève

raliste de Caritas Genève, une prestation gratuite. Autant de situations, des plus simples aux plus complexes, qui soulèvent une grande variété de problématiques juridiques, mais aussi de réalités sociales délicates. « Les personnes que l'on accueille se trouvent généralement dans un moment difficile de leur vie. Au-delà du travail purement juridique, il y a une part importante d'écoute et de soutien », résume Catalina Mendoza, responsable du service qui regroupe actuellement dix collaborateurs et collaboratrices.

Les permanences sont assurées par le Pôle généraliste. Sur le planning de la semaine en cours, les situations sont sommairement décrites : « bourse d'études », « naturalisation », « permis de séjour étudiant », « refus allocation logement », « prestations complémentaires », etc. Chaque juriste du pôle assure en moyenne cinq rendez-vous hebdomadaires. Parfois, un simple conseil permet de régler l'affaire, ou de réorienter correctement



L'équipe du Service juridique de Caritas Genève

En chiffres (2023)

915

consultations en permanence
juridique

890

dossiers suivis

367

dossiers suivis dans le cadre
du mandat de Bureau de conseil
juridique (BCJ)

63

auditions complémentaires
sur les motifs d'asile

L'association prend à sa charge d'éventuels recours. En moyenne cette année, 8 à 10 nouveaux dossiers arrivent sur la pile chaque semaine et quelque 10 à 12 auditions sont programmées chaque mois dans les centres fédéraux pour requérants d'asile.

Familles en pleurs

Le colloque va bon train. On y échange quelques informations utiles – comme ce nouvel avis de droit sur les renvois «Dublin» vers la Croatie –, puis les juristes se répartissent les auditions du mois de novembre qui viennent d'être transmises par le SEM. Parallèlement, l'équipe a pris le temps d'affiner son argumentaire juridique en vue d'une procédure et s'interroge sur une évolution récente dans la pratique des tribunaux concernant les ressortissant-es de Turquie.

Ce moment, c'est aussi l'occasion pour les juristes d'échanger sur les cas en cours qui les préoccupent, voire qui pèsent sur le moral. Car les histoires d'exil partagées sont difficiles. Ici celle d'un père de famille géorgien, atteint d'un cancer incurable et soigné aux HUG, arrivé en Suisse il y a trois ans avec son jeune fils. Là celle d'une famille turque, déboutée de l'asile car la «procédure pénale pour propagande» intentée contre elle au pays n'est pas un motif d'asile pertinent selon les autorités suisses. «J'ai dû l'annoncer à la famille, ils étaient tous en pleurs», raconte Clémence Monnier, juriste en charge du dossier.

Dans la vie du Service juridique, chaque semaine amène ainsi son lot de détresse, de crainte et d'espoir.

Heureusement, toutes les causes ne sont pas désespérées et les issues heureuses existent aussi! En témoignent les trois histoires exposées dans les pages suivantes, qui démontrent non seulement la diversité des compétences des juristes de Caritas Genève, mais aussi leur ténacité sans faille.

Nouvelle vie pour Marcelita

L'histoire de Marcelita est un exemple des situations ubuesques auxquelles les juristes de Caritas Genève sont parfois confrontés. Avec, dans ce cas, une issue heureuse qui laisse entrevoir le meilleur pour l'avenir de cette jeune femme.

Marcelita est née à Genève en 2004 d'une mère bolivienne, sans permis de séjour, et d'un père espagnol. Sa maman n'a jamais réussi, malgré ses démarches, à faire établir un passeport bolivien à sa fille. Quant au papa, il n'a jamais pu reconnaître sa fille et lui transmettre sa nationalité espagnole, dans l'impossibilité de produire certains documents d'état civil.

En vingt ans de vie à Genève, où elle a suivi toute sa scolarité et est parfaitement intégrée, Marcelita n'a donc jamais eu ni papiers d'identité ni autorisation de séjour... «J'ai commencé à réaliser cette situation dès la fin du cycle d'orientation, mais ma mère me disait que des démarches étaient en cours et qu'il fallait attendre», raconte la jeune femme.

La situation reste bloquée car la famille ne parvient pas à produire les documents d'état civil boliviens demandés par le consulat. Dans le quotidien de Marcelita, cela commence à être une source d'inquiétude, lors de rares passages de frontières ou même de déplacements en Suisse.

Le déclic intervient à l'issue des trois premières années de son CFC en école de commerce. La quatrième année, nécessaire à la validation du certificat et à l'obtention de la maturité professionnelle, est un stage en entreprise. Or il est impossible pour Marcelita d'être engagée sans autorisation de séjour, bien qu'un employeur soit intéressé. Elle doit renoncer...

La jeune femme prend alors les choses en main et se rend chez Caritas Genève. Le Service juridique la met d'abord en lien avec le Service social international, qui agit pour débloquer la situation en Bolivie. Au début de l'été 2024, alors que l'obtention du passeport bolivien est en bonne voie, Caritas Genève dépose une demande d'autorisation de séjour pour cas de rigueur.

Tout est entrepris pour que la jeune femme puisse démarrer son stage en entreprise à la rentrée scolaire. Heureusement, les autorités genevoises délivrent rapidement un préavis positif, qui sera validé par la Confédération en quelques semaines. Les choses bougent, enfin! Marcelita a démarré son stage à la rentrée et peut désormais souffler. Lorsqu'elle reçoit

officiellement son permis B, début octobre, c'est un «grand soulagement». «Je peux enfin voir mon avenir sereinement, ici à Genève», se réjouit-elle.

Les « violations graves » d'une banque

Avant d'arriver dans les bureaux du Service juridique de Caritas Genève, Mme Pereira (nom d'emprunt) est passée par le Service de l'Action sociale. Surendettée, elle ne parvenait plus à s'en sortir et notamment à payer ses impôts. En analysant le dossier, son assistante sociale constate que Madame a contracté des crédits à la consommation en chaîne, dont le paiement des mensualités plombe sévèrement son budget.

Au fil des ans, les prêts accordés par la banque étaient de plus en plus élevés – 102'504 CHF pour le dernier en 2020, dont plus de 17'000 CHF d'intérêts – permettant en partie de solder les précédents qui n'étaient pas encore remboursés. Une spirale infernale! Or les banques sont tenues à certaines obligations légales, qui pourraient ici ne pas avoir été respectées.

Direction le Service juridique qui prend l'affaire en main. Fin 2021, Mme Pereira suspend immédiatement le paiement de ses mensualités et une négociation est tentée avec la banque. Selon Caritas Genève, l'établissement n'a pas respecté la Loi fédérale sur le crédit à la consommation (LCC), qui l'oblige à examiner la capacité financière du client à rembourser sans atteindre à son minimum vital, avant de lui accorder un prêt. Un budget doit notamment être établi.

La banque fait une autre analyse. Elle estime que la LCC ne s'applique pas ici car le montant élevé du prêt dépasse le seuil du simple crédit à la consommation. La négociation échoue et Mme Pereira est mise en poursuite. En août 2022, elle reçoit un commandement de payer portant sur un montant de près de 72'000 CHF, auquel elle fait immédiatement opposition.

L'affaire finit au Tribunal de première instance du canton de Genève. L'audience a lieu en novembre 2023 où Mme Pereira est représentée par Caritas Genève. L'argumentaire est soigneusement répété, avec tous les contrats de prêt à l'appui.

Un mois plus tard, le jugement tombe et c'est une victoire ! Le tribunal donne entièrement raison à Mme Pereira et à Caritas Genève. Il estime que la banque « n'a pas procédé à un examen de sa situation financière avant de lui octroyer le crédit » ni « rendu vraisemblable qu'elle a établi un budget contenant les revenus et les charges » de Madame.

Dans ces circonstances, la banque a « gravement violé » son obligation légale et, par conséquent, elle perd le montant du crédit. L'ardoise de 72'000 CHF de Mme Pereira est simplement effacée ! Pour Alexis Preitner, juriste chez Caritas Genève chargé du dossier, ce jugement est précieux car « il nous offre un levier important dans les négociations avec les établissements de crédit lors d'affaires similaires, malheureusement assez courantes ».

Un long combat pour l'asile

Mme Vettymani (nom d'emprunt) a demandé l'asile en Suisse en octobre 2020, après avoir réussi à fuir le Sri Lanka. Depuis plus de dix ans, la jeune femme était prise pour cible par les autorités sri lankaises du fait de son lien de parenté avec un sympathisant du mouvement indépendantiste des Tigres Tamouls (LTTE).

Condamnée en 2019 pour une première tentative de fuite illégale de son pays, elle était interrogée tous les trois mois par la police criminelle sri lankaise. Au cours de l'un de ces interrogatoires, Mme Vettymani a subi

des violences sexuelles de la part d'un agent de police. Après cet épisode, et malgré les risques, elle a quitté son pays à la première opportunité.

Lorsqu'elle demande l'asile en Suisse, son dossier est attribué au canton de Genève dans le cadre d'une procédure étendue. Mme Vettymani se rend alors chez Caritas Genève qui agit comme Bureau de Conseil juridique (BCJ), mandaté par la Confédération. Catalina Mendoza, qui suit son dossier, l'accompagne lors d'une audition complémentaire où elle narre une nouvelle fois son histoire et ses traumatismes.

Toutefois, la décision qui tombe en juillet 2021 est négative. Selon le Secrétariat d'État aux migrations (SEM), le récit de Mme Vettymani n'est pas vraisemblable. L'asile lui est refusé avec décision de renvoi au Sri Lanka.

Caritas Genève décide de déposer un recours devant le Tribunal administratif fédéral (TAF). « C'était choquant car son récit était très vraisemblable à mes yeux et l'autorité doit tenir compte de ce qu'elle a vécu, notamment les violences sexuelles », relève Catalina Mendoza.

S'ensuit une longue attente, ponctuée de quelques échanges d'écritures, de près de trois ans. Mais le verdict, qui arrive finalement en février 2024, a de quoi donner du baume au cœur. Le tribunal désavoue le SEM sur toute la ligne et reconnaît d'emblée « la vraisemblance générale qui se dégage du récit autobiographique de la recourante », tant sur les persécutions politiques que sur les violences sexuelles en particulier. Il relève même la « précision » et la « constance » dans son exposé des faits, confirmés par les « moyens de preuves versés au dossier ».

Le recours est donc admis et Mme Vettymani est officiellement reconnue comme réfugiée. Une belle victoire pour cette femme courageuse et pour le Service juridique de Caritas Genève. Depuis, Catalina Mendoza continue à l'accompagner juridiquement dans le cadre d'une procédure de mariage civil avec son fiancé, rencontré entretemps à Genève.



CAFÉ-RESTAURANT
&
SERVICE TRAITEUR

LERAVY
CAFÉ-RESTAURANT

Ch. de la Mère-Voie 58
1228 Plan-les-Ouates

022 322 05 55
leravy@caritas-ge.ch

Lundi au vendredi 9h à 18h

www.leravy.ch




Pallud SA

Tél: +41 (0)22 339 90 90
Fax: +41 (0)22 339 90 99
Faubourg-de-Cruseilles 7 – 1227 Carouge
www.Palludsa.ch



NICOLAS ROVINI SARL
GYPSERIE-PEINTURE-DECORATION

19 rue de la Maison-Forte - 1287 Laconnex
Tél.: 022 756 11 67 - Fax: 022 756 14 54
Mobile: 079 423 32 54 - rovinci@bluewin.ch



Vos dons sont reversés
pour les cas présentés
ou pour une situation
similaire en cas de solde
excédentaire

502/24 – Christine Egger

Coups durs en chaîne

Madame Perret travaillait comme aide-soignante à 80% dans un EMS. Un soir à la fin de son service, elle a subi un vol à l'arraché qui l'a profondément traumatisée, entraînant un long arrêt maladie qui a conduit son employeur à la licencier, elle-même ne souhaitant pas reprendre le travail dans les mêmes conditions. Elle se remet petit à petit et cherche maintenant un nouvel emploi. Son budget a été déstabilisé par les difficultés, suite à la baisse de son revenu dû à son arrêt maladie, puis au chômage. Elle assume depuis plusieurs années un arrangement de paiement pour une facture dont le créancier offre une remise pour clore ce dossier si Madame Perret paie le solde en une fois. C'est pourquoi nous vous sollicitons pour la somme de **CHF 700.-** qui permettrait de la libérer de cet arrangement. Elle pourrait ainsi rattraper le retard de ses impôts qu'elle a laissés partiellement de côté. Un grand merci par avance!

503/24 – Elodie Rabaza

Se former pour s'intégrer

Anitta est mère célibataire et vit avec son fils de 9 ans. Leur vie étant en danger dans leur pays d'origine, elle a décidé de partir afin d'offrir de meilleures chances à son fils. Leur arrivée et expérience en Suisse relève du parcours du combattant. Après des années de difficultés pour trouver un logement stable, Anitta peut enfin souffler. La scolarité de son fils se passe désormais bien. La famille a trouvé son rythme mais les faibles revenus d'Anitta mettent en péril sa stabilité. Souhaitant à tout prix conserver leur foyer, Anitta veut mettre toutes les chances de son côté pour trouver un emploi mieux rémunéré. À cette fin, nous sollicitons votre aide pour financer un cours de français intensif dont le coût se monte à **CHF 850.-**. Nous vous remercions pour votre précieuse générosité.

504/24 – Louise Wehrli

Après le permis B, le permis de conduire!

Madame Sanchez et son fils de 13 ans, Antonio, ont tout récemment obtenu un permis après des années à Genève sans statut de séjour. Une superbe nouvelle dont tout le monde s'est réjoui! Madame Sanchez compte bien désormais saisir les nouvelles opportunités qui s'offrent à elle pour améliorer sa situation professionnelle qui reste très précaire. Elle vient d'entamer une démarche de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) qui lui permettra d'obtenir un CFC dans une année. Avec un CFC en poche, de nouvelles portes s'ouvriront à elle. Autre défi qu'elle souhaiterait relever: passer le permis de conduire! Pour cela, au vu du conséquent budget que cela nécessite, nous souhaiterions la soutenir en finançant cinq cours de conduite accompagnée pour un total de **CHF 375.-**. Merci d'avance pour toute contribution de votre part à ce montant!

505/24 – Miguel Kessler

Redevance... rétroactive

Daniela vit seule avec son fils Marco, actuellement élève au cycle d'orientation. Elle travaille à coup de missions pour une entreprise de nettoyage, emploi qui lui permet de couvrir leurs charges mais n'autorise aucun dépassement. Sa situation s'est améliorée cependant. La famille a vécu de nombreuses années sans permis de séjour, dans une situation précaire, et n'a été régularisée que récemment, ce qui a permis à Daniela de se stabiliser professionnellement. Cependant, la régularisation du statut de séjour a entraîné une inscription rétroactive au registre des habitants et, par conséquent, un rattrapage de la redevance radio-télévision. Daniela se trouve ainsi avec une facture de **CHF 1'365.-** qu'elle est dans l'impossibilité d'assumer. Toute aide serait la bienvenue. Elle vous remercie d'avance pour votre générosité.

506/24 – Natalia Astorga

Frais dentaires

Jérôme, âgé de 22 ans, en troisième année d'apprentissage en installateur-électricien, est allé consulter en urgence pour des soins dentaires. Il est indépendant et vit dans une résidence pour étudiants depuis ses 17 ans. Avec son petit salaire d'apprenti et les allocations de formation qu'il reçoit directement, il fait de son mieux pour payer ses factures courantes. Malheureusement, il n'a pas de bourse d'études à cause des revenus importants de ses parents, bien que ceux-ci aient coupé les ponts avec lui. Jérôme s'inquiète beaucoup pour la facture qu'il vient de recevoir et ne sait comment la payer. Ne sachant pas où trouver de l'aide, il a même essayé de prendre une carte de crédit, demande qui a heureusement été refusée. C'est donc pour le soulager de cette facture dentaire de **CHF 657.-** que nous demandons votre aide. Un grand Merci pour votre soutien.

507/24 – Sandra Fraga

Ramona & famille

Ramona travaille dans l'économie domestique chez des particuliers. Son mari est peintre en bâtiment. Ils ont deux jeunes enfants scolarisés qui vont aux cuisines scolaires et au parascolaire. Seulement voilà, Monsieur vient d'être licencié pour cause de restructuration financière de l'entreprise. Il a touché ses premières indemnités du chômage mais le revenu familial est en baisse. Ramona ne peut augmenter ses heures de travail et le couple accuse un retard de paiement de quelques factures qu'il pensait pouvoir régler plus tard. Hélas, ces petites factures s'accumulent et le couple est très préoccupé par la situation. Pour toutes ces raisons, Ramona est venue nous trouver afin de demander une aide financière. Voulez-vous aider la famille de Ramona avec un coup de pouce financier à hauteur de **CHF 360.-**? Ce montant permettrait de mettre à jour les cuisines scolaires des enfants et de laisser souffler la famille. Un énorme merci de leur part.

508/24 – Sabrina Moreno

Besoin de lunettes

Eric et Marie sont les heureux parents de Damien, Vincent et Camille, tous trois écoliers. La famille traverse actuellement une situation particulièrement difficile car Eric et Marie sont au chômage depuis plusieurs mois et peinent à tourner financièrement. À la suite d'un contrôle, il s'avère que Vincent a des problèmes de vue et a besoin de lunettes correctrices. Le coût de celles-ci s'élève à **CHF 650.-**, ce qui représente une dépense trop importante compte tenu des circonstances actuelles. Malheureusement, la famille n'a pas d'assurance-maladie complémentaire qui puisse prendre en charge une partie de cette dépense, raison pour laquelle nous faisons appel à votre générosité. Tout geste, aussi petit soit-il, ferait une grande différence. Nous vous remercions par avance pour votre solidarité.

509/24 – Samirah Sbaï

Un nouveau départ

Dania vit à Genève depuis maintenant quatre ans, avec ses deux petites filles. Elle s'est séparée il y a peu de son conjoint et après des mois très compliqués, elle commence gentiment à retrouver une certaine stabilité financière. Travaillant dans la restauration avec des horaires irréguliers, cela a nécessité de mettre en place une solide organisation avec deux enfants. Heureusement, aujourd'hui, c'est chose faite et la famille peut enfin se projeter dans un avenir plus serein. Malheureusement, sa séparation a engendré des dettes et notre consultante ne parviendra pas à rattraper ses factures en retard. Deux mois de primes d'assurance-maladie ainsi que les factures de trois mois de restaurant scolaire sont en souffrance, pour un montant total de **CHF 948.-**. Le moindre don aidera grandement la famille à continuer d'avancer sereinement dans ses nouvelles aventures! Merci pour elles!

510/24 – *Claudia Pereira*

Un coup de main pour Maria

Maria souffre de plus en plus des conséquences d'une arthrose des mains et malheureusement une opération s'est imposée à la main droite, puis à la gauche. Maria est employée par des particuliers pour des heures de ménage et a été contrainte de respecter un arrêt maladie de quatre mois sans salaire. En effet, son emploi de femme de ménage, exempt de toute sécurité sociale, repose sur sa constante disponibilité. Durant cette période de convalescence, Maria a pu payer son loyer grâce à ses économies. Toutefois, malgré ses efforts, elle a cumulé un mois de retard dans le paiement de ses factures courantes et frais médicaux à hauteur de **CHF 1'000.-**. C'est donc pour que Maria retrouve un peu de sérénité que nous sollicitons votre aide précieuse. Un chaleureux merci pour elle !

511/24 – *Gianna De Mita*

Jongler entre factures et ballon

Monica s'est installée à Genève en 2017. Elle s'occupe seule de son fils de 10 ans, le père étant resté au Brésil. Monica travaille dans l'économie domestique pour plusieurs familles. Son salaire précaire suffit de justesse à payer ses factures courantes et la contraint à devoir calculer la moindre dépense pour ne pas se trouver en difficulté. Depuis peu, Monica a enfin obtenu le permis de séjour qu'elle attendait tant. Elle s'est alors plongée dans les nouvelles démarches administratives, notamment l'affiliation

à une assurance-maladie. Bien que très contente de la stabilité que lui procure le permis de séjour, l'augmentation de ses charges la met dans une situation compliquée. En attendant le subside pour réduire ses factures de primes, elle n'a pas les moyens d'offrir à son fils les entraînements de football. Ainsi, c'est pour la soulager du paiement des cotisations 2024-2025 que nous sollicitons votre générosité. Celles-ci se montent à **CHF 550.-**. Un grand merci à vous.

500/24 – *Samirah Sbaï*
Journal #514 mai 2024

Nouvelles d'une situation pour laquelle nous avons sollicité votre soutien : « Aide pour facture annuelle »

Nous vous avons présenté en mai dernier la situation de Rosa, maman célibataire de deux enfants, venant de perdre son travail. Depuis, Rosa a pu payer sa facture d'assurance ménage et est désormais à jour ! Cet été, elle a également réussi à trouver un nouveau logement

et a pu déménager avec ses enfants dans le même quartier. Grâce au paiement de sa facture, son assurance ménage a pu être activée ce qui lui a permis de récupérer sa caution, bien plus élevée que celle du nouvel appartement. L'excédent de caution a servi aux frais de rentrée scolaire notamment et les enfants ont été très contents de pouvoir changer de cartable et choisir leurs nouvelles fournitures. Madame a également retrouvé un emploi à temps partiel, permettant de compenser la perte de revenu engendrée par son arrivée au chômage. Bien que le budget reste serré, la famille souffle enfin un peu depuis ce déménagement. Cela est en partie grâce à vos dons, ainsi, nous vous adressons de leur part un grand merci !

Fair Friday, un geste contre la pauvreté

Arrondissez votre facture aux caisses des magasins. Les dons seront reversés aux projets de lutte contre la pauvreté en Suisse de Caritas.

- Du 29 au 30 novembre, dans les magasins partenaires

Infos : fair-friday.ch

Semaine du climat Mission Genève Durable

Notre boutique L'Upcyclerie sera une étape dans le parcours de sensibilisation créé sous forme de jeu pour explorer de nouvelles façons de consommer.

- Du 19 novembre au 1^{er} décembre

Lieu : rue des Bains 63
Infos : missiongenevedurable.ch

Super Marché – QG – Marché des créateurs à La Chaux-de-Fonds

L'Upcyclerie tiendra un stand pour présenter ses créations. Super Marché est un pop-up store spécialisé dans le design et l'art contemporain, organisé par Quartier Général – centre d'art contemporain de La Chaux-de-Fonds.

- Du 20 au 22 décembre

Lieu : Anciens Abattoirs de La Chaux-de-Fonds, rue du Commerce 122

Cuisine & Santé

Les prochains ateliers pour apprendre à cuisiner équilibré avec un petit budget ou partager un moment convivial autour d'un repas.

- Ma 26 nov.: Economie & budget
- Je 5 déc.: Qi gong*
- Ma 10 déc.: Ethnique
- Ma 7 jan.: Cuisine & Partage
- Je 9 jan.: Thés verts*
- Ma 14 jan.: Cuisine & Partage
- Ma 21 jan.: Cuisine & Partage
- Je 23 jan.: Thés bleus*
- Ma 28 jan.: Sucres
- Ma 4 fév.: Cuisine & Partage
- Ma 11 fév.: Cuisine & Partage
- Je 13 fév.: Thés rouges
- Ma 18 fév.: Soda

Lieux et horaires :

* Espace de quartier Soubeyran :
Jeudi 18h–22h

Espace de quartier Plainpalais :
Mardi 18h–22h

Pour Cuisine & Partage, possibilité de venir seulement pour manger à 19h30.

Tarifs :

Cuisine & Santé : 5 CHF (repas compris)
Cuisine & Partage : Prix libre

Infos et inscription : caritas-ge.ch/agenda

Caritas Jeunesse

Consultez la liste de nos camps de vacances et centres aérés d'hiver et de Pâques, pour les enfants de 4 à 18 ans.

- Du 28 décembre 2024 au 4 janvier 2025 : 2 camps de ski
- Du 22 février au 1^{er} mars 2025 : 2 centres aérés et 3 camps de ski
- Du 22 avril au 3 mai 2025 : 5 camps et 4 centres aérés

Ouverture des inscriptions au programme d'été le 3 mars 2025.

Infos et inscription : caritas-jeunesse.ch
info@caritas-jeunesse.ch ou 022 708 04 04
Possibilités d'aide financière si besoin.

Action Mimosa – 1^{er} février 2025

Chaque début d'année, une vente de mimosa est organisée à travers tout le canton afin de récolter des fonds pour aider des familles à financer les séjours de leurs enfants avec Caritas Jeunesse. Cette action est conjointement organisée avec la Croix-Rouge genevoise et le CPV. Chaque année, c'est plus d'une centaine d'enfants qui peuvent partir en séjour grâce à ce fonds.

Infos : caritas-jeunesse.ch/aide-financiere

LIRE COMPRENDRE S'ENGAGER
AVEC LE COURRIER

POUR UN MEDIA INDÉPENDANT

L'ABONNEMENT C'EST MAINTENANT

LE COURRIER lecourrier.ch/maintenant

Envie de devenir mono ?



Si tu as entre 18 et 25 ans, envoie-nous ton CV et ta lettre de motivation à animation@caritas-ge.ch

Toutes les infos sur le monitorat sur caritas-jeunesse.ch/moniteurs


CARITAS Genève

Faire un don aujourd'hui, c'est soutenir concrètement celles et ceux qui en ont le plus besoin.

CH38 0900 0000 1200 2726 2 **MERCI**
www.caritas-ge.ch/don

L'UPCYCLERIE

Sublimer la matière



■ L'upcyclerie

le déménagement en douceur



Devis gratuit

BALESTRAFIC

Certifié Qualité AGED

17-19 rue Baylon - 1227 Carouge - Tél. 022 308 88 00 - www.balestrafic.ch

CABOOM!

Un franc succès

Les 21 et 22 septembre derniers a eu lieu à la Salle des fêtes de Carouge la deuxième édition de CABOOM! accueillant une programmation d'artistes pour petits et grands, une friperie, un espace jeu, un brunch, un espace de création... Le monde était au rendez-vous avec près de 600 personnes sur site le dimanche. La volonté de toucher des publics différents et les faire se rencontrer a été comblée : familles avec enfants, seniors, ami-es de Caritas, bénéficiaires, amateurs-trices de musique, passant-es... Cela nous a fait chaud au cœur! Une magnifique ambiance empreinte de bonne humeur et de joie a régné tout le week-end et nous tenons à remercier toutes les personnes et bénévoles qui ont contribué à ce succès ainsi que le public. Nous nous réjouissons d'ores et déjà de la prochaine édition.



Envois non distribués à retourner à :
Caritas Genève – Case postale 75 – 1211 Genève 4

P.P. CH-1211 Genève 4
LAPOSTE

Edouard BRUN & Cie S.A.

Agence Immobilière

uspi^p genève

www.regiebrun.ch

COMPTOIR IMMOBILIER
RÉGISSEURS DEPUIS 1825

**NOTRE MISSION,
FAIRE VIVRE
VOS PROJETS !**

www.comptoir-immo.ch

MATAMOROS^{SA}
PLÂTRERIE - PEINTURE

PLÂTRERIE - PEINTURE
CLOISONS AMOVIBLES
PLAFONDS TENDUS ET METALLIQUES
REVETEMENT MURAL DECORATIF

Chemin des Epinglis 39
1257, Bardonnex

www.matamoros-sa.ch

f @ in

**LA
RECYCLERIE**

objets et vêtements
de seconde main

recyclerie.caritas
recyclerie.ch

La Recyclerie – Chêne-Bourg
Rue de Genève 71
Lu – Ve 10h00 – 18h00
Sa 10h00 – 17h00

La Recyclerie – Lancy
Av. du Petit-Lancy 3
Lu – Ve 10h00 – 18h00
Sa 10h00 – 17h00

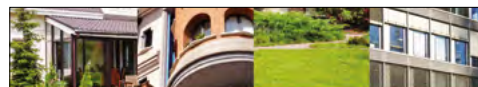
La Recyclerie – Plan-les-Ouates
Chemin de la Millice 19
Lu – Ve 10h00 – 17h30
Sa 10h00 – 17h00

La Recyclerie – Eaux-Vives
Rue des Cordiers 4
Lu – Ve 10h00 – 18h00

La Recyclerie – Plainpalais
Rue de Carouge 47-49
Lu – Ve 10h00 – 18h00
Sa 10h00 – 17h00

La Recyclerie – Versoix
Route de Suisse 57-59
Lu – Ve 10h00 – 18h00
Sa 10h00 – 17h00

La Solderie
Rue de Carouge 51-53
Lu – Ve 12h00 – 18h00
Sa 12h00 – 17h00



Bienvenue chez BDD & Cie,
la régie genevoise
à dimension humaine

BDD & Cie
Régisseurs Privé
depuis 1871

+41 22 545 66 66
info@bdd.ch
www.bdd.ch

Besson, Dumont, Delaunay & Cie SA
Route du Grand Lancy 6A,
1227 Les Acacias